

LES INTERNATS JACQUES BROCCQUART ASBL

Statuts publiés au Mémorial C no 225 du 27 mai 1992,
Mémorial C no 70 du 14 février 1997, Mémorial C no 673 du 21 avril 2007 et Mémorial C no 2016 du 28 août 2013
R.C.S. Luxembourg F3672

Refonte des statuts suite aux modifications arrêtées par l'assemblée générale en date du 29.6.2016

Article 1^{er}

L'association porte le nom LES INTERNATS JACQUES BROCCQUART, A.s.b.l.
Son siège est fixé à L-2132 Luxembourg, 5, avenue Marie-Thérèse.

Article 2

L'association a pour but la gestion éducative, administrative et financière d'internats, assurant, en collaboration avec les familles et les écoles et dans le cadre d'un projet éducatif de type socio-pédagogique fondé sur la conception chrétienne de l'homme et les valeurs de l'Évangile, l'accueil et la prise en charge d'élèves et d'étudiant(e)s, notamment pour l'hébergement, la restauration, la surveillance, l'appui des études et l'animation des loisirs.

Article 3

Le nombre minimum des membres est fixé à 7 (sept).

Article 4

Il est loisible à l'assemblée générale d'admettre sur proposition du conseil d'administration de nouveaux membres.

La démission d'un membre doit être adressée par écrit au conseil d'administration, sans préjudice des dispositions de l'article 12 de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif (ci-après la "loi"). Elle opère pour la fin de l'année sociale alors en cours. Les membres démissionnaires ou radiés n'ont aucun droit à faire valoir sur les fonds de l'association.

Article 5

L'assemblée générale ordinaire est convoquée par le conseil d'administration après la fin de chaque année sociale.

La convocation aux assemblées générales a lieu par simple lettre. Elle est accompagnée du projet d'ordre du jour. L'assemblée peut compléter l'ordre du jour par toute proposition signée d'un nombre de membres égal au vingtième de la dernière liste annuelle.

L'assemblée générale décide sur les sujets qui lui sont réservés par la loi, notamment la modification des statuts, la nomination et la révocation des administrateurs, l'approbation des budgets et des comptes, la dissolution de l'association, et par les présents statuts.

Un associé ne peut représenter plus qu'un autre associé. Le mandat doit être écrit.

Les résolutions prises lors des assemblées générales seront portées à la connaissance des membres et des tiers par affichage dans les locaux de l'association jusqu'à l'assemblée générale suivante.

Article 6

L'association est administrée par un conseil d'administration, composé au moins de 5 administrateurs.

Les administrateurs sont désignés par l'assemblée générale pour un terme de six ans. Le conseil d'administration élit en son sein un président, un vice-président, un trésorier et un secrétaire.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, la prochaine assemblée générale pourvoit à son remplacement.

Le conseil d'administration est compétent pour prendre au nom de l'association toutes les décisions et démarches qui ne sont pas réservées à l'assemblée générale par la loi afin de réaliser l'objet de l'association. Le conseil d'administration gère les affaires de l'association et la représente dans les actes judiciaires et extrajudiciaires. Il peut déléguer la seule gestion journalière des affaires de l'association, à l'exclusion de tous autres pouvoirs, à un membre du conseil d'administration ou à un tiers.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix présentes. Il ne peut délibérer que si la majorité absolue de ses membres est présente. En cas de partage des voix, la voix du président de la séance est prépondérante. Le vote secret pourra être décidé par la majorité des voix présentes.

Article 7

L'assemblée générale peut fixer une cotisation dont le montant annuel ne peut pas dépasser 500 (cinq cents) euros.

Article 8

À la fin de chaque année sociale, les comptes de l'association sont dressés par le conseil d'administration, qui les soumet pour approbation à l'assemblée générale ordinaire.

L'année sociale cadre avec l'année civile.

L'assemblée générale peut nommer un réviseur indépendant et fixe la durée de son mandat.

Article 9

Les présents statuts peuvent être modifiés selon les modalités et conditions prévues par l'article 8 de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif

Article 10

En cas de dissolution de l'association, l'actif net sera affecté, après liquidation du passif, à la Fondation Sainte Irmine (R.C.S. Luxembourg G222), sinon à une fondation de droit luxembourgeois ou à une association sans but lucratif reconnue d'utilité publique par arrêté grand-ducal poursuivant une activité analogue à celle prévue à l'article 2 des statuts.